

AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

*Vers une aide humanitaire structurante*

*rapport d'évaluation des programmes financés  
dans le cadre de l'assistance humanitaire canadienne  
depuis le début de la crise haïtienne*

*par*

*Alain Boisvert  
Henry Hunse*

EDS INTER INC.

JUILLET 1994

## Résumé administratif

Depuis le début de la crise haïtienne, le Canada a financé - au titre de l'aide humanitaire - plus de 20 projets impliquant 3 Agences multilatérales (OMS/OPS, UNICEF, FAO) et 2 ONG canadiennes (CARE-Canada et CECI) pour une somme totale de 32 M\$Can. Le but de ce rapport est de faire une revue critique des réalisations accomplies et de proposer des pistes pour la poursuite des activités d'aide humanitaire à ce pays.

### Revue des réalisations

L'OMS/OPS a réalisé 8 projets (11,2 M\$) dans les secteurs de la santé, de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement. L'analyse montre qu'elle a été une agence d'exécution très efficace et très efficiente. Sa principale réalisation est la mise en place d'une centrale d'approvisionnement en médicaments essentiels (PROMESS) qui dessert 54% des centres de santé de base du pays. Après 18 mois de fonctionnement, cette centrale est en partie auto-portante: elle représente un acquis de taille pour la santé communautaire et démontre qu'il est possible, même en situation d'urgence, d'implanter des institutions qui ont des effets structurants. Les autres programmes de l'OMS/OPS ont connu également de bons résultats.

L'UNICEF a reçu un financement de 1,3 M\$ pour réaliser un petit projet de vaccination et des projets dans le secteur de l'eau/assainissement. La vaccination a été accomplie avec succès. La réalisation des projets d'eau/assainissement a été moins satisfaisante: carences au niveau de la planification, de l'encadrement social, fonctionnement déficient des projets visités. L'UNICEF n'a pas fait preuve de prudence dans la sélection d'organisations locales qui ont bénéficié du programme canadien: l'une d'elle s'est ouvertement réclamée du duvaliérisme le plus radical.

CARE-Canada a géré la moitié des fonds de la contribution canadienne en aide alimentaire pour cette période (7,8M\$). Ces fonds ont servi à des achats au Canada de harengs en conserve. Sur le terrain, cette contribution a été intégrée (comme supplément) à l'important programme - financé par le gouvernement américain et géré par CARE-Haïti - de distribution de nourriture préparée pour les populations du Nord-Ouest. Les livraisons de nourriture ont été irrégulières à cause des fluctuations des livraisons américaines: les objectifs n'ont donc été atteints que partiellement. Le bien-fondé de la distribution massive de nourriture préparée en zone rurale sur une longue période est maintenant remis en question. Ce programme a été très dépendant de l'aide américaine et de son système de distribution d'aide alimentaire; le leadership de CARE-Canada et la visibilité canadienne y ont été très faibles.

CECI a géré l'autre moitié de la contribution canadienne en aide alimentaire (7,3 M\$); son approche est composée d'achats d'aliments au Canada et sur les marchés locaux. Cette stratégie, en plus d'avoir permis d'atteindre des objectifs plus élevés que prévus (60,000 bénéficiaires/jour - surtout en milieu scolaire), a entraîné de nombreux effets structurants pour l'économie rurale: encouragement de la productivité, créations d'emplois, injection de capitaux dans l'économie, soutien aux organisations paysannes. Le programme est très apprécié; il est fortement soutenu autant par les producteurs locaux et que par les responsables d'écoles. Il démontre qu'une approche "structurante" en aide alimentaire, tout en étant efficace et rentable, est très adaptée au contexte actuel haïtien.

L'examen des réalisations du programme de la FAO (3 M\$ en fourniture de semences et d'intrants agricoles) n'est pas concluant. La FAO ne semble pas outillée pour être une agence efficace d'exécution de projets dans le contexte haïtien; son expérience sur le terrain se situe davantage au niveau de l'assistance technique au Ministère de l'Agriculture, lequel n'est pas opérationnel actuellement.

Les réalisations du Fonds RR-Haïti du CCCI (4,5 MS pour soutenir des petits projets de partenariat d'ONG canadiennes et locales) sont décevantes jusqu'à maintenant (6 projets financés, peu d'activités en cours sur le terrain). L'organisation est très lourde, peu efficace, et loin des préoccupations du terrain. Les frais indirects des projets, engendrés par les nombreux intermédiaires, semblent élevés. Les relations sont actuellement plutôt mauvaises avec l'INTER-OPD (association locale d'ONG): le programme aurait besoin d'un sérieux ré-alignement pour que sa pertinence dans un programme futur soit démontrée.

L'examen des réalisations du Fonds canadien (FCIL: 2,5M\$ en 3 ans) a aussi fait partie de cette revue critique. Le FCIL a été un canal très efficace d'acheminement de l'aide canadienne aux groupements de base (205 projets financés sur 933 demandes) surtout en agriculture (26%), en éducation (18%), en droits humains (12%) et en petits crédits productifs (18%). Le Fonds est administré localement par le BACC (Unité d'appui) avec des coûts administratifs globaux de moins de 7%, ce qui en fait un programme très efficace et bien adapté aux circonstances. Il assure, en outre, une excellente visibilité canadienne.

### Principales leçons de l'expérience

Pour bien refléter les caractéristiques du contexte haïtien actuel, les notions de "crise" et "d'urgence" doivent être revues puisqu'il s'agit en fait d'une crise étendue dans le temps et à basse intensité. L'aspect politique de cette crise n'est que le symptôme de conflits socio-économiques plus profonds qui ne seront pas résolus par la seule solution politique de sortie de crise. L'aide humanitaire canadienne, pour être pleinement efficace, doit se présenter comme une réponse bien adaptée à ce type de situation très particulière.

Dans une telle situation, une aide humanitaire traditionnelle engendre des effets de "substitution" aux capacités locales. L'évaluation montre cependant que plusieurs projets soutenus par l'aide humanitaire canadienne - dans les secteurs de la santé et de l'aide alimentaire - ont permis d'éviter de tels effets de "substitution"; ces approches se sont avérées très rentables et efficaces. Elles ont comme caractéristiques de s'appuyer sur les capacités productives locales de biens et de services.

Plutôt que de donner des réponses à des requêtes ponctuelles, l'ACDI aurait un net avantage -sur la base du succès de ces projet - à planifier un véritable programme d'aide humanitaire doté d'une finalité et d'objectifs communs. Ce programme pourrait être mis en oeuvre par des ONG canadiennes ou des Agences multilatérales qui se sont montrées efficaces. Une telle approche nécessiterait toutefois un suivi rigoureux, capacité que le BACC a d'ailleurs démontrée au cours des 3 dernières années en utilisant uniquement des professionnels locaux.

La mise en oeuvre d'un tel programme ne devrait pas dépendre des aléas politiques. Il ne devrait donc impliquer que des organisations de la société civile haïtienne. Le soutien à ces organisations est une base nécessaire pour un retour véritable à la démocratie et pour une relance efficace des projets de développement.

## Sommaire des propositions pour un futur programme d'aide humanitaire

L'équipe d'évaluation a proposé la conception d'un programme d'*aide humanitaire structurante* qui aurait comme finalité *de renforcer la société civile haïtienne* et comme but *de fournir aux personnes victimes de la crise socio-politique actuelle en Haïti, des ressources leur permettant de subvenir à leurs besoins de base en maximisant l'utilisation des capacités locales de production de biens et services.*

Ce programme serait d'une durée de 3 ans; il comprendrait des activités dans 4 volets:

- . santé et services essentiels
- . aide alimentaire et production locale
- . droits humains et société civile
- . recapitalisation, épargne et crédit

Ce programme serait planifié à partir des éléments efficaces du programme actuel en y intégrant des composantes du programme "Reconstruction de la société civile et développement démocratique" actuellement en préparation. Il pourrait être mis en oeuvre dès maintenant; chaque sous-programme étant lui-même planifié pour inclure des activités réalisables dans les conditions actuelles (crise qui perdure) et d'autres activités pouvant être mises en oeuvre dans un contexte de sortie de crise. De cette manière, le programme aurait une capacité d'adaptation aux circonstances: il permettrait au Canada d'offrir des réponses rapides et utiles selon l'évolution du contexte.

## TABLES DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION .....	1
1.1 Historique et composantes du programme .....	1
1.2 Réalisation de l'évaluation .....	3
1.2.1 Objectif, mandat et méthodologie de l'évaluation .....	3
1.2.2 Collecte des données .....	4
1.2.3 Répartition des tâches, analyse et rédaction du rapport .....	5
2. SANTÉ PUBLIQUE, EAU ET ASSAINISSEMENT .....	6
2.1 Les projets de l'OMS/OPS .....	6
2.1.1 PROMESS et les médicaments essentiels .....	9
2.1.2 Eau/assainissement et prévention du choléra .....	15
2.1.3 Soutien aux programmes de lutte aux maladies infectieuses .....	18
2.1.4 Interventions en région et support aux ONG .....	20
2.1.5 Constats sur l'efficacité, l'efficacités et l'impact de l'OMS/OPS en Haïti .....	21
2.1.6 L'OMS/OPS: approches et perspectives en santé publique .....	23
2.2 Les projets de l'UNICEF .....	24
2.2.1 Approvisionnement en eau potable .....	25
2.2.2 Campagne de vaccination .....	27
2.2.3 Constats sur l'efficacité, l'efficacités et l'impact des projets de l'UNICEF .....	28
2.2.4 L'UNICEF: approches et perspectives .....	29
3. AIDE ALIMENTAIRE ET PRODUCTION AGRICOLE LOCALE .....	30
3.1 Le programme Alimentaire d'urgence de CARE: l'importation de harengs du Canada .....	31
3.1.1 Approches et méthodologie .....	31
3.1.2 Le circuit d'approvisionnement et de distribution .....	32
3.1.3 Suivi du programme .....	33
3.1.4 Le contexte national du PAU de CARE .....	33
3.1.5 La gestion du projet .....	34

3.1.6	Budget et finances .....	34
3.1.7	Constats sur l'efficience, l'efficacité et l'impact des projets de CARE .....	36
3.1.8	CARE: approches et perspectives .....	38
3.2	Les projets du CECI: achats locaux, importations d'huile et de haricots du Canada. ....	38
3.2.1	De la phase I à la phase III .....	38
3.2.2	L'importation de nourriture du Canada .....	39
3.2.3	L'approvisionnement local .....	39
3.2.4	Le bien-fondé des achats locaux .....	40
3.2.5	Achats canadiens versus achats locaux .....	41
3.2.6	La création d'emploi .....	42
3.2.7	La distribution .....	43
3.2.8	Budget et finances .....	45
3.2.9	Constats sur l'efficience, l'efficacité et l'impact du programme PAH du CECI .....	46
3.3	Comparaison entre les programmes du CECI et de CARE .....	48
3.3.1	Les frais administratifs .....	48
3.3.2	Commentaires sur le Tableau 20 .....	50
3.4	FAO: un programme d'appui à l'agriculture .....	51
4.	AUTRES ACTIVITÉS .....	54
4.1	Le Fonds RR-Haïti: travailler avec les ONG .....	54
4.2.1	État actuel des activités .....	55
4.2.2	Concertation et appui institutionnel .....	56
4.2.3	Constats sur l'efficience, l'efficacité et l'impact des projets du Fonds RR-Haïti .....	57
4.2.4	Le Fonds RR-Haïti: approches et perspectives .....	60
4.2	Le Fonds canadien: soutenir les petites initiatives .....	61
4.2.1	Les activités réalisées au cours de la crise .....	61
4.2.2	Constats sur l'efficience, l'efficacité et l'impact des projets du FCIL .....	64
4.2.3	Le FCIL: approches et perspectives .....	66

5. BILAN DE L'EXPÉRIENCE ET ORIENTATIONS FUTURES .....	67
5.1 Les leçons apprises .....	67
5.1.1 Substitution et approche structurante .....	67
5.1.2 Administration publique et société civile .....	67
5.1.3 Utilisation des ressources canadiennes .....	69
5.1.4 Utilité d'un suivi rigoureux .....	70
5.2 L'évolution du contexte socio-politique .....	70
5.2.1 Effets sociaux du prolongement de la crise .....	70
5.2.2 Conditions de la reprise de la coopération bilatérale .....	71
5.3 Observations générales pour la poursuite du programme dans le secteur de la production alimentaire et de la sécurité du revenu .....	72
5.4 Pistes pour un programme d'aide humanitaire structurante .....	73
5.4.1 Finalité et but .....	74
5.4.2 Volets du programme et objectifs spécifiques .....	74
6. CONCLUSION .....	78
6.1 Synthèse des principaux constats et prospective .....	78
6.1.1 Santé et services essentiels .....	78
6.1.2 Aide alimentaire et production agricole .....	80
6.1.3 Droits humains et support à la société civile .....	82
6.1.4 Recapitalisation, épargne et crédit .....	84
6.2 Propositions pour la poursuite du programme .....	84
Annexe I: Termes de référence .....	87

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: État des décaissements par secteur et par agence d'exécution	2
Tableau 2: Financements canadiens à l'OMS/OPS	7
Tableau 3: Participation canadienne au financement des activités de l'OMS-OPS	8
Tableau 4: Frais d'administration de l'OMS/OPS sur les financements canadiens	9
Tableau 5: Financement canadien pour les médicaments essentiels	10
Tableau 6: Distribution des médicaments essentiels par PROMESS	12
Tableau 7: Bénéficiaires de PROMESS	13
Tableau 8: Financement canadien pour l'eau/assainissement et la lutte au choléra	15
Tableau 9: Eau et assainissement/Réalisations de l'OMS/OPS	17
Tableau 10: Financement canadien pour la lutte aux maladies infectieuses	19
Tableau 11: Financement canadien pour les régions et les ONG	20
Tableau 12: Financements canadiens à l'UNICEF	24
Tableau 13: Eau et assainissement/Réalisations de l'UNICEF	26
Tableau 14: Campagne de vaccination/Réalisation de l'UNICEF	27
Tableau 15: Distributions planifiées et réalisées	34
Tableau 16: État des dépenses du PAU de Care-Canada	35
Tableau 17: Haricots secs: achats locaux versus achats au Canada	41
Tableau 19: État des dépenses PAH du CECI	44
Tableau 20: Comparaisons des coûts des programmes de CARE-Canada et CECI	49
Tableau 21: Programme FAO/sommaire du rapport d'étape	52
Tableau 22: Fonds d'alliance humanitaire HAÏTI-CANADA /Budget du projet	55
Tableau 23: Fonds d'alliance humanitaire CANADA-HAÏTI /Projets approuvés	56
Tableau 24: FCIL /Évolution des requêtes, par année d'activités	62
Tableau 25: FCIL/Répartition des projets, par partenaires et par secteur	63
Tableau 26: Fonds canadien d'initiatives locales/ Frais administratifs	64
Tableau 27: Composantes pour un programme d'aide humanitaire structurante	77

# 1. INTRODUCTION

## 1.1 Historique et composantes du programme

Après le coup d'État qui a conduit à l'expulsion d'Haïti du Président Aristide, le Canada a suspendu sa coopération bilatérale directe avec ce pays. Tout au long de la crise, il a cependant répondu positivement à plusieurs requêtes d'aide humanitaire visant à porter secours aux personnes les plus affectées par la dégradation des conditions économiques et sociales et pour réduire les effets négatifs de l'embargo sur les populations pauvres. L'ensemble des projets ainsi financés constitue le programme qui a été évalué.

Il ne s'agit toutefois pas à proprement parler d'un programme planifié au sens habituel du terme, mais plutôt d'un ensemble de réponses à des requêtes ponctuelles. Plusieurs de ces requêtes se présentent cependant comme de véritables programmes conçus par les agences d'exécutions. Dans un cas, le programme bilatéral a lui-même suscité une requête dans le cadre d'un programme déjà existant qui semblait bien convenir à la situation (Fonds RR du CCCI).

Le programme se compose donc de plusieurs projets qui, aux fins de cette évaluation, ont été regroupés en trois catégories: 1) santé, eau et assainissement, 2) aide alimentaire et production agricole, et 3) autres activités. Bien que financé en majeure partie par les fonds bilatéraux, le programme a été mis en oeuvre principalement par la Direction la coopération multilatérale et, dans une moindre mesure, par la Direction des ONG. Les agences d'exécution impliquées sont soit des organisations de la famille des Nations-Unies (UNICEF, OPS, FAO), soit des ONG canadiennes (CARE, CECI, CCCI). Compte tenu de l'envergure du Fonds canadien (FCIL) et de l'orientation qui lui a été donné durant cette période, celui-ci a également été considéré comme un élément du programme humanitaire dans le cadre de cette évaluation.

Le tableau 1 présente les décaissements effectués pour ces programmes jusqu'au 31 mars 1994. Ces décaissements ne correspondent toutefois pas à la totalité des sommes allouées par l'aide publique canadienne en faveur d'Haïti depuis le début de la crise: il faudrait y ajouter la contribution du bilatéral aux activités de la mission civile de l'OEA, les frais de fonctionnement du BACC ainsi que les contributions de la direction des ONG. Le tableau ne reflète également pas la totalité des budgets autorisés puisque des ententes sont déjà conclues pour des périodes à venir. C'est le cas notamment de l'OMS/OPS qui recevra une somme de 1,5 M en 94-95 pour son programme de médicaments essentiels et du Fonds RR-Haïti du CCCI dont le budget total s'élève à 4,5 M jusqu'en 1995-96.

**Tableau 1: État des décaissements par secteur et par agence d'exécution**  
(en milliers \$ CAN)

DESCRIPTION	91-92	92-93	93-94	TOTAL	BMH*	MHA**
<b>SANTÉ/EAU ET ASSAINISSEMENT</b>						
1) OMS/OPS	1,500 M	3,070 M	5,100 M	9,670 M	9,170 M	,500 M
2) UNICEF		1,300 M		1,300 M	1,000 M	,300 M
<b>sous-total SANTÉ/EAU ET ASS.</b>	<b>1,500 M</b>	<b>4,370 M</b>	<b>5,100 M</b>	<b>10,970 M</b>	<b>10,170 M</b>	<b>,800 M</b>
<b>AIDE ALIMENTAIRE</b>						
1) CARE/CANADA	1,000 M	4,400 M	2,500 M	7,900 M	4,430 M	3,470 M
2) CECI		,001 M	3,916 M	3,917 M	3,917 M	
<b>sous-total AIDE ALIMENTAIRE</b>	<b>1,000 M</b>	<b>4,401 M</b>	<b>4,416 M</b>	<b>11,817 M</b>	<b>8,347 M</b>	<b>3,470 M</b>
<b>AUTRES PROGRAMMES</b>						
1) FAO		1,400 M	1,100 M	2,500 M	2,500 M	
2) CCCI/FONDS RR			,800 M	,800 M	,800 M	
3) FCIL	,500 M	1,000 M	1,000 M	2,500 M	2,500 M	
<b>sous-total AUTRES PROG.</b>	<b>,500 M</b>	<b>2,400 M</b>	<b>2,900 M</b>	<b>5,800 M</b>	<b>5,800 M</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>3,000 M</b>	<b>11,171 M</b>	<b>14,416 M</b>	<b>28,587 M</b>	<b>24,317 M</b>	<b>4,270 M</b>

\* financements provenant du programme bilatéral

\*\* financements provenant du programme multilatéral

## 1.2 Réalisation de l'évaluation

### 1.2.1 Objectif, mandat et méthodologie de l'évaluation

L'objectif principal de cette évaluation est de juger de la pertinence des activités financées jusqu'à maintenant par le Canada dans le but d'atténuer les effets négatifs de la crise politique en Haïti sur les populations démunies. Le mandat défini (voir Annexe 1) visait également à proposer des recommandations sur l'orientation à donner à la poursuite des activités d'aide humanitaire dans ce pays.

La méthodologie pour réaliser ce mandat a été celle qui est habituellement utilisée pour l'évaluation des projets bilatéraux: axes d'efficacité, d'efficacités, d'impact et de bien-fondé. Les questions examinées ont été celles définies dans les termes de référence. Deux remarques techniques se sont toutefois imposées dès le départ:

- 1) Les projets financés n'ont pas été planifiés selon les méthodes usuelles des projets bilatéraux; ils sont le fruit de requêtes présentées par les agences d'exécution. Dans plusieurs cas, les outils de gestion habituels n'ont pas été utilisés (cadre logique, rapports périodiques, etc.). Les évaluateurs ont donc dû tenir compte de ce fait.
- 2) La contribution canadienne à ces projets s'est souvent ajoutée à des contributions provenant d'autres donateurs. Il a été ainsi parfois difficile d'identifier avec exactitude quelles ont été effectivement les activités découlant du financement canadien. Les évaluateurs ont donc, dans plusieurs cas, dû examiner l'ensemble des activités exécutées.

Les modalités contractuelles utilisées par la Direction de l'aide humanitaire sont soit des subventions, soit des accords de contribution qui ont des exigences minimales, relativement similaires à celles des subventions. Les décaissements se font généralement en une seule fois et les rapports exigés sont relativement sommaires. Le principe en est facilement compréhensible: le Canada répond à des appels d'urgence lancés par des agences d'exécution appartenant généralement à la famille de l'ONU. L'objectif est donc de contribuer à l'effort collectif de la communauté internationale en faisant confiance aux canaux qu'elle s'est elle-même données. Certaines agences fournissent très ouvertement des données; d'autres sont plus réservées. Les évaluateurs ont dû tenir compte de cette situation; ils ont fait en sorte de ne pas avoir un niveau d'exigence supérieur à celui apparaissant dans les ententes de financement.

Enfin l'envergure même des activités à évaluer (une vingtaine de projets impliquant 7 agences) en regard des ressources allouées pour mener à bien ce mandat, a également déterminé l'approche utilisée. Il devenait en effet impossible d'examiner en

détail chacune des activités - selon la pratique courante des évaluations bilatérales. L'objectif était plutôt de jeter un regard critique sur l'ensemble, d'en faire ressortir les forces et les faiblesses afin d'en tirer les leçons qui pourraient être retenues pour la poursuite des activités.

La Direction du programme bilatéral Haïti de l'ACDI a retenu les services de la firme EDS INTER inc. pour procéder à cette évaluation; le mandat a été exécuté par deux consultants - Alain Boisvert (chef de mission) et Henry Hunse ( expert en évaluation de projet).

### 1.2.2 Collecte des données

Au cours de la mise en oeuvre des divers projets, le programme bilatéral a utilisé les ressources du BACC pour effectuer un suivi des activités réalisés ainsi que d'évolution du contexte socio-économique de l'aide humanitaire. Deux professionnels locaux ont été recrutés et affectés à ces tâches: M. Marc Josué (aide alimentaire et production agricole) et Dr. Richard Étienne (santé). Un autre professionnel du BACC a suivi les activités de l'UNICEF ainsi que le contexte général (M. Yves Gattereau). L'équipe d'évaluation s'est grandement inspirée des rapports de ces professionnels qui contiennent de multiples données techniques sur les réalisations. Ces personnes ont également accompagné l'équipe d'évaluation dans ses rencontres et visites sur le terrain.

Les données, qui ont servi de base à ce rapport, ont été recueillies à partir des sources suivantes:

- . revue documentaire des dossiers de projets
- . rapports des agences d'exécutions
- . rapports de suivi du BACC
- . interviews des responsables des projets et du personnel de l'ACDI et de l'Ambacan
- . visite des sites sur le terrain
- . rencontres avec des bénéficiaires

Les évaluateurs se sont rendus sur le terrain du 12 au 26 avril 1994. La logistique de cette mission a été assurée par le BACC en coordination avec les responsables de l'Ambassade du Canada. Compte tenu des difficultés de communication, quelques agences d'exécution n'avaient pas été avisées de la venue de la mission et de ses objectifs. Malgré ces difficultés, toutes les agences ont offert une collaboration exemplaire, de sorte que la mission a pu effectuer toutes les rencontres et visites souhaitées.

### 1.2.3 Répartition des tâches, analyse et rédaction du rapport

Les tâches, entre les deux évaluateurs, ont été réparties sur une base sectorielle: Henry Hunse s'est chargé des projets relatifs à l'aide alimentaire et à l'agriculture (CECI, CARE et FAO) tandis qu' Alain Boisvert s'est occupé du secteur santé, eau et assainissement (OMS/OPS, UNICEF) et des autres activités (CCCI, FCIL). Chacun des évaluateurs était responsable de la couverture des différents axes et questions identifiés dans les termes de référence, de l'analyse des données et de la rédaction de la section du rapport correspondant à sa partie ainsi que des conclusions et recommandations s'y rapportant. La section relevant de Henry Hunse a été rédigée originellement en anglais puis ensuite traduite en français. Les deux évaluateurs se sont entendus sur la partie commune du rapport ainsi que sur les conclusions et recommandations; la supervision de la rédaction a été assurée par Alain Boisvert.

L'équipe d'évaluation tient à remercier chaleureusement toutes les personnes impliquées dans l'exécution de ce mandat pour leur bonne collaboration: le personnel des agences d'exécution qui s'est montré ouvert et disponible malgré le fait que plusieurs n'ont été prévenus que tardivement, les organisations locales impliquées dans les divers programmes qui ont toujours été très accueillantes, le personnel de l'Ambassade canadienne et du BACC qui ont offert un support impeccable. Des remerciements spéciaux vont à monsieur Marc Josué et au docteur Richard Étienne du BACC; l'équipe d'évaluation a grandement profité de la qualité de leur travail professionnel et de leur grande connaissance des réalités vécues sur le terrain.